

L'HISTOIRE DE L'ESPAGNE

Je n'ai pas la prétention de revoir toute l'histoire de l'Espagne depuis ses débuts dans la préhistoire. Seule la période du début de la philatélie espagnole, depuis l'introduction du timbre-poste, sera traitée dans cet article. Néanmoins, n'oublions pas que l'histoire de l'Espagne été marquée par l'époque romaine, l'époque médiévale (avec l'arrivée et l'installation de plusieurs peuples barbares venus d'un peu partout), l'Espagne musulmane, la reconquête (*La Reconquista 718-1492*), le Siècle d'Or et son déclin, l'époque révolutionnaire et l'influence de Napoléon, et enfin, une période de forte instabilité marquée par une crise de succession suivie d'une guerre civile (La Première Guerre carliste de 1833 à 1846) pour arriver à l'histoire contemporaine.

Le Royaume jusqu'au 10 février 1873

Après le départ forcé de Joseph Bonaparte (frère de Napoléon), la monarchie est restaurée en 1814 avec l'accession au trône de Ferdinand VII. Son règne se caractérisa par une répression féroce accompagnée d'une politique absolutiste provoquant ainsi un profond mécontentement dans

les cercles absolutistes autour de l'infant Charles de Bourbon (le frère de Ferdinand VII). Ferdinand VII meurt le 29 septembre 1833 léguant le trône à sa fille, Isabelle II (Fig.1: Michel 1), âgée de deux ans. La crise de succession est donc programmée, provoquant ainsi la Première Guerre carliste (de 1833 à 1846) opposant les *Isa-*

bellistes (soutenus par Le Royaume-Uni, La France et les Portugais loyaux à Pierre Ier du Brésil) et les *Carlistes* (soutenus par les Portugais loyaux à Michel Ier de Portugal). La crise se termine par la victoire d'Isabelle II. Son règne a été assez impopulaire et agité du fait qu'elle ne portait pas un grand intérêt à la politique. L'armée prend rapidement le pouvoir. En 1868, le général Joan Prim lance une révolution forçant la reine Isabelle à s'exiler en France le 30 septembre de cette même année. Elle n'abdiquera qu'en 1870. Le duc Amédée de Savoie (Fig. 2: Michel 118) succède à Isabelle II et il abdique lui aussi, en 1873, avant la proclamation de la Première République espagnole.

La Première République espagnole

La Première République espagnole est proclamée le 11 février 1873. L'Espagne, terrassée et marquée par les guerres napoléoniennes et les guerres civiles, reste en marge de l'Europe. L'industrialisation reste timide, l'économie touche le fond et le pays se voit dépossédé de ses colonies, tandis que ses anciens alliés développent des industries puissantes. Le pre-

mier gouvernement de la République doit faire face à une situation économique, sociale et politique désastreuse. Le déficit budgétaire, suite à la Troisième guerre carliste et la guerre contre les indépendantistes cubains, conduit à la dissolution du Corps d'artillerie. La crise mondiale de 1873 ne fait qu'aggraver la crise économique interne avec l'augmentation du chômage, provoquant des grèves, des marches et l'occupation des terres abandonnées. Ceci aboutit à un coup d'État organisé par les partisans de la monarchie, mettant fin à la République. La restauration de la dynastie des Bourbons prend du retard, car le général Francisco Serrano cherche à gagner du temps, dans l'espoir de conserver un régime républicain à son avantage. Finalement, en janvier 1875, la monarchie est restaurée au profit d'Alphonse XII (Fig.3: Michel 156), fils d'Isabelle II, qui met en place une monarchie constitutionnelle (*Pronunciamento de Sagote du 29 décembre 1874 par Arsenio Martinez-Campos Anton*).

Restauration bourbonnienne en Espagne

Le Pronunciamento du général Arsenio Martinez-Campos Anton du 29 décembre 1874 marque donc la fin de la République permettant le rétablissement de la dynastie des Bourbons. Alphonse XII, le fils d'Isabelle II, accède au trône. Cette période est caractérisée par une certaine stabilité institutionnelle, par la construction d'un modèle d'État libéral, par le développement de mouvements sociaux et politiques issus de la révolution industrielle. Sous la régence

de la reine-mère Marie-Christine d'Autriche, mère du roi mineur Alphonse XIII (Fig.4: Michel 187), l'Espagne se trouve à nouveau engagée dans la guerre hispano-américaine perdant en 1898 Cuba, Porto Rico et les Philippines. Le pays est rattrapé par une crise agraire, par le retard industriel, par les revendications nationalistes en Catalogne, par les grèves et par l'anarchisme, qui le plongent en 1923 dans une dictature menée par Miguel Primo de Rivera (la monarchie étant complice de la dictature). Suite au Pronunciamento du 13 septembre 1923, la monarchie constitutionnelle est suivie par le Directoire militaire (de 1923 à 1925) et le Directoire civil (de 1925 à 1930). Miguel Primo de Rivera (Fig.5: Michel 1864) présente sa démission



Fig. 1: Michel 1, âgée de deux ans.



Fig. 2: Michel 118



Fig. 3: Michel 156



Fig. 4: Michel 187



Fig. 5: Michel 1864

au roi Alphonse XIII le 28 janvier 1930. Suite aux élections municipales de 1931, les grandes villes tombent dans le camp républicain et la Seconde République est proclamée le 14 avril 1931, mettant fin à la restauration bourbonnienne. Le roi Alphonse XIII abandonne Madrid et part en exil mais sans avoir abdiqué.

La Seconde République espagnole

Le 14 avril 1931, la Seconde République espagnole est proclamée, mettant fin à une dictature monarchique. Elle prend des mesures en faveur des paysans et des autonomies catalane et basque. Les titres de noblesse sont abolis et le pouvoir du clergé et de l'armée se trouve diminué. Le «printemps tragique» est marqué par une grave crise politique ponctuée de grèves, d'enlèvements, d'assassinats

d'opposants (comme le dirigeant monarchiste José Calvo Sotelo), plongeant à nouveau le pays dans les ténèbres. En juillet 1936, les généraux Emilio Mola et Francisco Franco (*Generalísimo Francisco Franco, Caudillo de España por la Gracia de Dios*) organisent un soulèvement militaire nationaliste, qui marque le début de la guerre civile.

La Guerre civile espagnole

La période du 17 juillet 1936 au 31 mars 1939 est marquée par une guerre civile initiée par les généraux Emilio Mola et Francisco Franco (Fig.6: Michel 834). Le camp républicain incarne, au début du conflit, le gouvernement légal de la Seconde République, appuyé par des militants représentant diverses tendances progressistes et surnommés les *rojos* («rouges»). Le camp nationaliste est constitué de rebelles appelés *nacionalistas* («nationalistes») ou *fascios* («factieux»). Au cours de cette guerre civile, les futurs belligérants européens de la Seconde Guerre mondiale commencent à s'affronter indirectement: le Troisième Reich d'Hitler et l'Italie de Mussolini apportent leur soutien à Franco. Rappelons-nous de Guernica (Fig. 7: Michel 2520), petite ville basque terrassée par les Stukas (Sturzkampfflugzeug, bombardier en piqué en français) nazis. L'Union soviétique soutient les républicains en vendant des armes, tout en cherchant la prise de pouvoir communiste au sein

de la République. Mais Staline ne s'investira pas plus dans cette guerre. La France et le Royaume-Uni ne participent pas directement, mais ils laissent les Brigades internationales s'engager aux côtés des républicains. Cette guerre a été particulièrement tragique et violente. Voici quelques estimations à prendre avec précaution:

- 100'000 à 280'000 soldats morts au combat (pertes militaires directes)
- 10'000 à 150'000 civils morts lors des bombardements
- 40'000 à 200'000 exécutions en zone nationaliste
- 20'000 à 86'000 exécutions en zone républicaine
- 30'000 à 200'000 exécutions par le gouvernement franquiste entre 1939 et 1943

N'oublions pas la mortalité, due à la famine et aux épidémies, qui se rajoute à ces chiffres. Ces chiffres restent difficiles à quantifier et à vérifier. La guerre civile s'achève par la défaite des républicains et l'établissement de la dictature. Le 1er avril 1939, la fin de la guerre est annoncée.

L'Espagne franquiste

Depuis la fin de la guerre civile (le 1er avril 1939) jusqu'à son décès (le 20 novembre 1975), Franco (Fig.8 et 9: Michel 1039 et 1053) dirigea l'Espagne d'une main de fer contrôlant la police politique, l'éducation nationale, la presse, la radio, la propagande et toute la vie économique et syndicale jusqu'en 1943. La structure et idéologie fascisante sont tacitement abandonnées pour une conception du pouvoir et de l'économie autoritaire et conservatrice. Franco recon-

naît le catholicisme comme religion d'État, rétablit le budget du culte, établit des aumôneries dans les écoles, les syndicats, l'armée. La Phalange espagnole (organisation tirant son nom des formations militaires de la Grèce antique et inspiré du fascisme italien) est le parti unique depuis avril 1937. L'armée est également l'un des appuis du «caudillo», avec les grands propriétaires terriens, la haute bourgeoisie industrielle et financière et les classes moyennes naissantes.

Les premières manifestations de mécontentement commencent au sein des universités dans les années 1960. L'Église catholique cesse d'être un appui pour le régime et se range dans l'opposition à partir de 1970. Franco est malade et se résout à nommer un président du gouvernement. Il choisit son bras droit, l'amiral Luis Carrero Blanco (symbole du franquisme pur et dur), faisant de lui le successeur probable. Celui-ci est tué dans un attentat de l'organisation basque ETA le 20 décembre



1973 à Madrid, ruinant ainsi toutes les chances de subsistance de la dictature. Le pouvoir de Franco est en déclin.

En 1969, c'est devant les Cartes Generales que Franco désigne officiellement le prince Juan Carlos de Bourbon, infant d'Espagne (petit-fils du roi Alphonse XIII) pour lui succéder à sa mort, en tant que roi d'Espagne. Officiellement rétablie en 1947, la monarchie retrouve ainsi un roi depuis le 22 novembre 1975. Francisco Franco décède le 20 novembre 1975 (maladie de Parkinson, cardiopathie, ulcère digestif aigu et récurrent avec hémorragies abondantes et répétées, péritonite bactérienne, insuffisance rénale aiguë, thrombophlébite, broncho-pneumonie, choc endotoxique et arrêt cardiaque).

Juan Carlos 1er

Durant les périodes de maladie de Franco en 1974 et 1975, Juan Carlos est nommé Chef de l'État par intérim. Proche de la mort, Franco avoua qu'il était trop malade pour gouverner, mais ce ne sera que deux jours après la mort du dictateur que Juan Carlos (Fig. 10: Michel 2306) sera proclamé roi d'Espagne. Les manifestations et les grèves se multiplient à travers le pays, et malgré la répression sanglante, face à la résistance armée de l'ETA, des communistes du Front révolutionnaire antifasciste patriotique (FRAP) et des Groupes de résistance antifasciste du premier octobre (GRAPO), le roi d'Espagne prend conscience que le maintien du franquisme est impossible et que le changement est inévitable. Juan Carlos promulgue ainsi des réformes démocratiques, au grand dam des éléments conservateurs, notamment les forces armées, qui s'attendaient à ce qu'il maintînt l'État franquiste.

C'est le 27 décembre 1978 que le roi d'Espagne se présente devant le Parlement pour ratifier la Constitution, inexistante depuis 1936. Le roi règne en tant que monarque constitutionnel, sans exercer de réel pouvoir sur la politique de pays. La famille royale espagnole est ébranlée à la suite de plusieurs scandales dus à leur train de vie, à des affaires d'infidélité et de corruption, poussant ainsi le roi Juan Carlos à abdiquer en faveur de son fils, le prince Felipe, prince des Asturies. L'abdication est effective le 18 juin 2014 permettant, dès minuit, à son fils d'accéder au trône. L'Espagne a un nouveau roi, Felipe VI, depuis le 19 juin 2014.

Felipe VI

Felipe VI a la lourde tâche de redorer le blason de la monarchie après tous les scandales menant à l'abdication de son père. Il adopte en juillet 2014 plusieurs mesures, dont la commande d'un audit externe de ses comptes réalisé par le contrôleur général de l'État, faisant de l'exercice 2015 le premier d'un roi d'Espagne à être audité. De même, Felipe VI a interdit aux membres de sa famille de travailler pour des entreprises, d'avoir des affaires

dans le secteur privé ou de se consacrer à un emploi ou fonction autres que la représentation institutionnelle. Il a également commandé un code de conduite pour le personnel du palais de la Zarzuela, et a demandé un accord entre la Couronne et le Corps supérieur des avocats de l'État pour disposer d'une assistance juridique permanente qui «assure que toute son activité (du palais) soit ajustée à la loi».

Comme mentionné au début de cet article, ce n'est de loin pas l'ensemble de l'histoire de l'Espagne qui est présentée ici, il ne s'agit que d'un aperçu. En particulier, la période de la guerre civile est très complexe, et ceci tant du point de vue politique que du point de vue de l'histoire postale. Depuis l'âge de 8 ans, je collectionne les timbres. J'ai commencé à collectionner l'Espagne avant de me lancer, des années après, dans la Suisse traditionnelle. Ce n'est que dernièrement, en rangeant mon bureau, que j'ai retrouvé tous ces timbres. J'ai donc fait des recherches afin de trouver les tarifs de la période de la guerre civile. La trouvaille d'un site très intéressant a éveillé mon intérêt pour l'Espagne classique. Le site en question appartient à l'«Arge Spanien», en Allemagne. Une fois de plus, je constate que les Allemands sont très actifs en créant des groupes de travail qui publient régulièrement des articles très intéressants et instructifs.

Il est donc important de soutenir les associations que nous avons en Suisse pour promouvoir la philatélie. Voici quelques clubs spécialisés faisant partie de la Fédération des sociétés philatéliques suisses:

- Gesellschaft der Weltall-Philatelisten (GWP)
- Eisenbahner-Philatelisten-Vereinigung (EPV) - Groupement Suisse des Cheminots Philatélistes (GCP)
- Schweiz. Verein der Poststempelsammler
- Schweizerische Vereinigung für Postgeschichte
- Schweizerischer Aerophilatelisten-Verein
- Schweizerischer Motivsammler-Verein (SMV)

C'est l'union qui fait la force, surtout si nous voulons continuer à organiser des expositions de haut niveau telle que la récente Exposition *Timbr@phil 15 à Bulle: «In unitate fortitudo»*.

Roberto Lopez

Faites connaître Rhône Philatélie

à vos amis et connaissances !

Abonnement annuel + 2 numéros offerts
pour seulement CHF 24.- !

Versement sur le CCP 19-11515-6
Rhône Philatélie, case postale 2144,
1920 Martigny 2

Courriel: rhonephilatelie@bluewin.ch
Tél. 079 727 48 41